

Publifin : « Ils ont bafoué mon parti et ses valeurs »

Le Liégeois n'a pu retenir ses larmes en évoquant la trahison de ses collègues socialistes

Le ministre wallon du Budget, le socialiste Christophe Lacroix, a travaillé avec André Gilles au sein du Collège provincial de Liège entre 2006 et 2012. Avec Stéphane Moreau et les autres ténors du PS liégeois, il pensait mener un véritable projet pour le renouveau de sa région. Il dit avoir été abusé par ceux qui se sont enrichis. Hier, lors d'une interview-vérité, il n'a pu retenir ses larmes...

➤ Vous n'avez pas encore pris la parole sur Publifin...

J'ai découvert cette affaire comme pas mal de gens. Je suis choqué par l'ampleur des rémunérations, par ces membres qui n'assistaient pas aux réunions et l'opacité organisée du système entre partis politiques.

➤ Député provincial à Liège aux côtés d'André Gilles, vous étiez en charge du budget, dans une province dont les activités énergétiques furent à la base de l'empire Publifin. Vous auriez dû savoir...

Pas du tout. Il m'était impossible de savoir ce qui se passait au Conseil d'administration. Je savais que certains cumulaient des mandats mais je n'ai jamais soupçonné des rémunérations de 400.000 € ou plus.

➤ Vous étiez proche d'André Gilles et de Stéphane Moreau.

Je travaillais avec André Gilles à la Province. C'était un collègue, pas un

ami proche. J'avais noué des relations de proximité, des liens amicaux et conviviaux avec lui. Je travaillais beau-

coup moins avec Stéphane Moreau que je voyais trois ou quatre fois par an.

➤ Comment n'avoir rien vu venir ?

Avec tous les collègues socialistes liégeois, nous voulions développer un nouveau modèle économique hors du privé, en partenariat avec la Province, les communes et la Région. Un modèle qui sauverait l'emploi et maintiendrait les centres de décision à Liège. Je pensais que c'était la préoccupation de tous mais certains ont développé un modèle parallèle qui leur permettait de s'assurer toute une série de revenus indécents. Je ne suis pas dans la position du mari trompé mais certains menaient quand même une double vie...

➤ Vous vous sentez trahi ?

Le mot est fort. J'en veux à tous ceux qui n'ont pas fait leur boulot dans les conseils d'administration, à ceux qui pouvaient dénoncer le système. Je suis choqué, en colère, j'ai l'impression d'avoir été abusé.

➤ André Gilles, Stéphane Moreau, Des têtes doivent tomber ?

Je ne suis pas un procureur, ni partisan des chasses à l'homme mais j'ai défendu cette commission d'enquête pour aller au bout des choses et faire toute la

lumière sur ce dossier, dont la justice s'est emparée elle aussi. C'est à la commission de vigilance du PS de dire s'ils doivent être exclus du parti.

Le ministre Lacroix, qui travaillait à Liège aux côtés d'André Gilles et de Stéphane Moreau l'assure : « J'aurais du mal à renouer travail et confiance avec eux »

➤ Pourriez-vous encore travailler avec eux ?

J'aurais du mal à renouer des relations de travail et de confiance. Je suis peiné, choqué. Comment avoir pu être à côté de ses valeurs pendant aussi longtemps. Quand on fait de la politique, surtout chez les socialistes, il faut un rapport clair à l'argent car on défend les plus fragilisés. Et on doit pouvoir renoncer à une partie de ses émoluments. Il faut fixer des plafonds pour les patrons d'entreprises publiques et les

intercommunales, comme on l'a fait au fédéral et à la Région : pour moi, au-delà de 280.000 ou 300.000 € brut par an, ce n'est pas normal. Et à ce prix-là, on doit pouvoir

trouver des gens de valeur car servir l'État est une passion et celle-ci doit satisfaire ceux qui occupent ces fonctions. Ceux qui visent l'argent doivent chercher une place en dehors du service public et en dehors du PS ! Je ne suis pas meilleur qu'un autre mais, au PS en particulier, chacun doit mesurer ses limites, ses envies et ses ambitions. Et sa capacité de résistance face à l'argent. Nous devons établir des règles qui garantissent la transparence et jouent le rôle de garde-fou. Et redoubler de vigilance.

Je suis meurtri car j'ai l'impression d'exercer un métier honteux, alors qu'il n'y a rien de plus noble que servir l'État. Il faut de nouvelles règles et de la transparence pour rendre sa noblesse à la fonction, au risque de laisser la place au populisme.

➤ L'interview est terminée mais le

ministre ajoute.

« Je suis meurtri, blessé. Ces gens avec qui j'ai travaillé, avec qui j'ai mangé et ri, ont bafoué mon parti, ses valeurs et nos idéaux. »

La gorge se serre sur les derniers mots, l'hu-

midité pointe au coin de l'œil et viennent les larmes. Totale-ment inattendues. L'attitude de certains socialistes liégeois a visiblement blessé le jeune ministre wanzois au plus profond de ses idéaux et de ses convictions. ●

MICHEL ROYER